

Douze incursions  
au cœur de l'enfer



**Dieudonné Muamba Kasongo**

**Douze incursions  
au cœur de l'enfer**

Nouvelles

LES ÉDITIONS DU NET  
126, rue du Landy 93400 St Ouen

© Les Éditions du Net, 2022  
ISBN : 978-2-312-12447-6

# 1. Meurtre sur commande

Au regard de la façon rocambolesque dont Félicien Tshakwenda Borio-Borio, né Félicien-André Borio-Borio Tshakwenda, avait accédé au pouvoir en République Démocratique de Kitrompeque, plus d'un observateur international n'avait prédit au retour de beaux jours dans ce pays administré à la manière d'une écurie de juments et d'étalons en chaleur. Pour se dédouaner de toute poursuite en justice, Jeannot Kumbula Kivinyo avait signé avec lui des accords secrets : en acceptant de se priver d'un troisième mandat successif à la tête du pays à cause de la grogne du peuple et des peaux de banane de la Communauté Internationale à l'issue d'un règne garance de dix-huit ans, il s'engageait de lui céder le pouvoir et, en retour, son successeur devrait le mettre à l'abri de toute poursuite en justice pour n'importe quel chef d'accusation. Mais, dans sa naïveté, le nouvel homme fort de Bongoville<sup>1</sup> était loin de deviner qu'il venait d'ouvrir la boîte de Pandore. En dépit d'un front largement dégarni et d'une calvitie à la Tournesol qui, dans la plupart des cas, symbolisent les attributs de l'intelligence, il était béatement tombé, comme un malotru, dans le piège que son prédécesseur lui avait insidieusement tendu. Le fin renard lui avait vendu la chèvre tout en la retenant par la queue et le nouvel acquéreur ne savait pas comment jouir du fruit de sa transaction.

Dans l'ivresse d'accéder au pouvoir sans coup férir, celui que la nomenclature officielle tâchait dorénavant d'appeler en

---

1. Littéralement, la Ville du mensonge.

raccourci Félicien Tshakwenda n'avait pas compté avec un système prédateur que le dernier dictateur des tropiques avait réussi à placer sur orbite : tous les secteurs de la vie nationale étaient noyautés par des *kumbulistes* radicaux, de véritables faucons. Déterminés à revenir aux affaires dans cinq ans, ils ne lésinaient pas sur les moyens pour mettre des bâtons dans les roues de leur prétendu allié, non seulement pour l'aider à échouer avec succès, mais aussi et surtout pour l'écarter, à l'issue de cette échéance, de la course à la prochaine élection présidentielle !

Un an après son accession au pouvoir, Félicien Tshakwenda – comme l'appelait désormais la presse officielle et ses fervents sympathisants – s'était persuadé de s'être enfoui au fond d'un panier de crabes. Mais comme il avait déjà franchi le Rubicon, il ne pouvait plus se rétracter en torpillant les accords secrets qui le liaient désormais à l'ancien Président de la République, sans encourir le risque de se couvrir de ridicule et d'essayer un camouflet de la part de sa base électorale. Comme ses faux alliés avaient sabordé son action en les privant de tout moyen pour intervenir dans le vécu quotidien de la population, il devrait à son tour contrattaquer, semer la panique au cœur de la citadelle de ses pourfendeurs et autres thuriféraires de mauvais aloi. Sûrement, un climat de panique provoquerait une réaction qui lui permettrait de rectifier son tir. À présent, il avait saisi à portée le côté stupide de la proposition de son directeur de cabinet, le professeur des universités Vincent Lemerha Kindjingindjini. En toute honnêteté, devrait-il, lui Félicien Tshakwenda, au nom de la raison d'État, étouffer dans l'œuf l'enquête sur le crash de l'Antonov 72 qui lui servait de bureau mobile pour ses incessants voyages aux quatre coins de la planète ? Pour éviter de faire peser de lourds et inutiles soupçons sur l'ancien Président de la République, Vincent Lemerha s'était ingénié, pour clore l'enquête et sauver les masques, de convaincre Félicien Tshakwenda d'accréditer la thèse des conditions atmosphériques capricieuses. Et la bonne tortue à double carapace ne s'était pas arrêtée en si bon chemin : elle avait, de plus, convaincu le Président de la République d'affirmer sa magnanimité à la face

de la nation en prenant en charge les veuves et les orphelins des victimes du supposé crash. Là, au moins, le chef de l'État avait secoué énergiquement la tête pour émerger d'une certaine torpeur. Après avoir pesé le pour et le contre, il avait juste accepté de s'occuper seulement de la maison de son chauffeur, pendant que les autres cas seraient pris en charge par le gouvernement. Mais au lieu de saluer avec gratitude le geste du prétendu nouvel homme fort du pays, une frange de ses contempteurs était montée au créneau pour révéler le dessous des cartes : la pertinence du choix judicieux du chef de l'État n'était pas hasardeuse : la veuve de son chauffeur promenait une jolie gorge et jouissait de l'avantage de voguer du bon côté de la quarantaine pour un physique de naïade !

En étouffant l'enquête sur le crash de l'Antonov 72 de la suite présidentielle, Félicien Tshakwenda avait donné à ses contempteurs la preuve définitive d'être une masse amorphe malléable à souhait : les recherches entreprises par le fabricant de l'appareil étaient sur le point de retrouver les deux boîtes noires, avec tout le risque possible de faire rejaillir sur le crash une lumière révélatrice ! Désabusés, les militants du Cdps<sup>1</sup> grognaient déjà à la base de la pyramide sociale. Ils dénonçaient non seulement le rapprochement contre nature entre leur leader et Vincent Lemerha qui avait accouché d'un monstre bicéphale dénommé Coach<sup>2</sup>, mais aussi le mariage de raison avec la FCK<sup>3</sup> de Jeannot Kumbula qui l'avait porté au pouvoir au détriment de Bertin Feruzi Mulongué, le vainqueur présumé du dernier scrutin présidentiel organisé quinze mois plus tôt.

Dans les chancelleries des puissances régionales et internationales où il était accueilli comme un mal nécessaire pour avoir contribué à une passation *pacifique et civilisée* du pouvoir

---

1. Congrès des Démocrates pour la Promotion Sociale, parti politique au pouvoir en coalition avec la plate-forme électorale de l'ancien Président de la République, la Force Commune de la Kitrompequie.

2. Collectif des Amis du Changement, acronyme à prononcer à l'anglaise.

3. Force Commune de la Kitrompequie.

contrairement aux prévisions apocalyptiques de certains prophètes de malheur, Félicien Tshakwenda entendait un seul son de cloche : s'il escomptait régner en maître pour appliquer sans entrave son programme de société en République Démocratique de Kitrompeque, il devrait s'affranchir de la tutelle de l'ancien Président de la République qui le faisait surveiller vingt-quatre heures sur vingt-quatre à travers tous ses voyages aux quatre coins de la planète. Pendant que l'homme de la rue ne s'embarrassait pas de lui coller le sobriquet du « *Magellan du vingtième et unième siècle* », il s'était rendu compte que le directeur général du Sarm<sup>1</sup>, soit le précédait, soit le suivait dans tous ses voyages. Pour Félicien Tshakwenda, le mécréant n'aurait pas agi autrement s'il s'était décidé de lui jeter des peaux de banane sous les pieds.

Jugé plus proche de l'ancien Président de la République, le général de brigade Grégoire Ngimbi détenait de lourds secrets sur les différentes rébellions qui endeuillaient la population dans l'Est du pays depuis deux décennies. D'aucuns ne le soupçonnaient d'en être le parrain dans l'ombre, en complicité bien entendu avec Jeannot Kumbula pour perturber la bonne marche du processus démocratique au pays. D'ailleurs, le dernier scrutin présidentiel fut repoussé de trois ans, non seulement pour permettre au rusé Jeannot Kumbula de modifier la Constitution de la République pour s'offrir un troisième mandat successif, mais aussi et surtout pour combattre ces rébellions devenues endémiques dans cette partie du pays perçue à présent comme un véritable ventre mou ! Si, à courte échéance, des pseudo-rébellions visaient à faire reporter les élections de date en date pour permettre à toutes les filles et à tous les fils du pays de se choisir leurs dirigeants en toute liberté, des analyses pertinentes soutenaient qu'à longue échéance, elles avaient pour objectif de vider ce territoire de l'Est du pays, trois fois plus étendu que la Métropole, de toutes ses populations autochtones et de servir ainsi de déversoir à un pays voisin étouffé par une explosion démographique exponentielle.

---

1. Service d'Actions et de Renseignements Militaires.



Même l'homme de la rue n'arrivait plus à comprendre comment le gouvernement central n'arrivait pas à éradiquer ces rébellions à répétition qui, paradoxalement n'avaient jamais visé un seul jour de s'emparer du pouvoir à Bongoville pour instaurer un nouvel ordre politique. Après de longues années de luttes sanglantes, toutes ces rébellions finissaient par signer un cessez-le-feu avec le gouvernement de Bongoville et, comme conditions de reddition, elles exigeaient leur intégration au sein des Fardk<sup>1</sup> dans le respect strict des grades de leurs combattants. Or, la plupart de tous ces combattants, âgés de vingt-cinq à trente-cinq ans, jouissaient tous du grade d'officier supérieur ! Avec leur profil nilotique prononcé dans un pays majoritairement peuplé de Bantous, ils avaient réussi à constituer la moitié des officiers supérieurs des Fardk, sans que cette anomalie ne choquât plus d'un observateur.

Et le général de brigade Grégoire Ngimbi faisait partie de cette catégorie d'officiers supérieurs problématiques. Tout en naviguant du bon côté de la quarantaine, il promenait déjà sur ses épaules trois étoiles et, par un subtil trafic d'influence venu de nulle part, il avait été propulsé à la tête des renseignements militaires. Émanation du Rassemblement Kitrompequois pour la Démocratie, RKD en sigle, rébellion qui avait ravagé deux décennies plus tôt la ville de Tembo et ses environs dans l'Est du pays, l'homme s'était toujours révélé incapable de recueillir des informations sur cette nébuleuse dénommée ADN ou Alliance des Démocrates Nationalistes qui opérait en marge de tout mouvement insurrectionnel traditionnel. Ses combattants, tout couverts d'amulettes et de gris-gris, se servaient des armes blanches pour éventrer et décapiter les populations indigènes de la ville de Tembo et ses environs. En trois années de prédation, ils avaient réussi à cumuler leurs forfaits à plus de dix-huit mille victimes, principalement des femmes et des enfants, devant les yeux hagards de la communauté tant nationale qu'internationale.

---

1. Forces Armées de la République Démocratique de Kitrompequie.

Pour sa part, le Président de la République, Son Excellence Félicien Tshakwenda, n'arrivait pas à comprendre comment un ancien rebelle qui avait opéré dans la ville de Tembo et ses environs s'avérait incapable de fournir des renseignements fiables sur cette partie du pays. Quand, trois quarts d'heure plus tard, il reçut en audience le nouvel administrateur général de la toute-puissante Centrale Nationale des Renseignements, il venait de parcourir un rapport circonstancié sur le général de brigade Grégoire Ngimbi. Il fut tout simplement ahuri : depuis que le renégat dirigeait les renseignements militaires, la ville de Tembo et ses environs devenaient véritablement un coupe-gorge où la population civile se faisait égorger comme des bêtes pestiférées au fil des jours.

L'invité de Félicien Tshakwenda culminait à la même altitude que lui et déployait la stature d'un catcheur américain de la *Wrestlingmania*. Naguère adjoint de Nzeng Rudeng, Charles Beya avait été élevé au rang d'Administrateur général de la CNR en remplacement de son chef hiérarchique jugé plus proche de l'ancien Président de la République et souvent impliqué dans les rapports de violations des droits humanitaires et des droits de l'homme au pays. Plus d'un observateur n'avait perçu dans cette élévation un relent de manigance tribalo-ethnique, car Charles Beya était ressortissant de la province du Nsakaï comme l'actuel Président de la République.

D'un teint clair qui rappelait un vague métissage avec du sang méditerranéen, l'homme affichait visiblement la soixantaine et semblait fier d'exhiber sur la tempe gauche de sa tête une touffe de cheveux blancs. Quand il se fut assis de façon confortable, Félicien Tshakwenda attaqua le taureau par les cornes sans trop se formaliser :

– Qu'avez-vous réussi à tirer du général de brigade Grégoire Ngimbi ?

– Pas grand-chose, rétorqua Charles Beya en fronçant les sourcils comme quelqu'un qui cherche à ramener à la mémoire un vieux souvenir évanescent. Pourtant, je l'ai soumis à un

interrogatoire serré. Mais en bon professionnel, l'homme développe une telle maîtrise de soi qu'il ne se laisse pas démonter.

Félicien Tshakwenda se racla légèrement la gorge comme pour s'éclaircir la voix, puis il débuta d'une voix monocorde :

– Pourtant, il est avéré que c'est un agent double. C'est lui qui ravitaille en armes et en munitions les terroristes de l'ADN. Alors, comment pourrions-nous le contraindre à vider autrement sa gibecière sans qu'Amnesty International n'y fourre son long nez ?

L'air pensif, Charles Beya ajusta sa paire de lunettes de myope sur son nez camus. Quand il se mit à parler, il arbora un air hiératique comme un prêtre qui célèbre une messe de requiem :

– Le général de brigade Grégoire Ngimbi lutte pour une cause qu'il juge noble. Si l'ancien Président de la République l'avait placé à la tête des renseignements militaires, c'était à dessein : il lui avait offert un caviar sur un plateau d'argent pour servir la cause de son peuple. Des soldats comme lui, ils sont nombreux dans notre armée. En fait, nous sommes en présence d'un phénomène rare dans l'histoire des peuples : où a-t-on déjà vu un groupe ethnique étranger chercher à arracher par les armes la nationalité d'un autre pays en vue de décongestionner la surpopulation dans son pays d'origine ? La tactique utilisée par ces barbares est machiavélique. Quand bien même ils s'instituent en rébellion armée, ils n'ont jamais visé à s'emparer du pouvoir à Bongoville. Ils se contentent plutôt de massacrer les populations autochtones de la ville de Tembo et ses environs pour contraindre les survivants à vider les lieux et à immigrer sous des cieux plus cléments. Or, la ville de Tembo et ses environs représentent le double de la superficie de ce petit pays voisin de l'est menacé par son explosion démographique. Depuis douze ans, ses dirigeants se sont lancés dans un programme vaste et ambitieux d'urbanisation en vue de résorber cet épineux problème de surpeuplement. Ils ont entrepris de construire des tours de soixante-quinze étages aménagés en HLM. Mais ils sont loin de parvenir à leurs fins comme leurs concitoyens se reproduisent comme des lapins.

– Donc, le risque de la balkanisation de notre pays est réel, s'inquiéta le Président de la République.

– Nous nous affrontons à des gens prêts à tout pour amputer notre pays d'une large portion de son territoire national, décréta Charles Beya de façon sentencieuse. Ces mécréants sont bien organisés et leurs tactiques machiavéliques. Quand ils montent leurs différentes rébellions, ils visent plutôt, à la signature d'un cessez-le-feu, d'être intégrés et brassés au sein de nos forces armées. Mais comme cette façon d'acquérir la nationalité kitrompequoise exclut un grand nombre, ils se sont résolus de nous arracher la région de Tembo et ses environs pourtant réputés riches en pâturages et en ressources minières. Les exploitants artisanaux ramassent la colombo-tantalite à fleur de terre. L'or et la cassitérite y foisonnent et constituent le nerf de la guerre dans cette partie de la République. Souvenez-vous, Monsieur le Président de la République, de la hargne de nos ennemis. Lorsque, quelques mois plus tôt, vous aviez déclaré, dans un discours prononcé dans la ville de Tembo et ses environs, votre détermination de pacifier tout l'Est du pays, ils n'avaient pas tergiversé à vous lancer un message très éloquent à cet effet : ils n'avaient pas reculé à abattre d'un tir de missile l'avion de votre suite présidentielle. Et si c'était votre avion personnel qui, ce jour-là, avait décollé en première position...

Pendant un bref instant, Félicien Tshakwenda ferma les yeux pour bien se remémorer le crash de l'Antonov 72 de sa suite personnelle. Avec le recul du temps, il se rendait compte qu'il avait échappé à une mort certaine. L'attentat était bien programmé. En hochant la tête d'un air nostalgique, il revint à la réalité des choses pour demander au numéro un de la CNR :

– Qu'est-ce que vous me proposez concrètement pour convaincre le général Grégoire Ngimbi à retourner casaque ?

Comme si la réponse jonglait au bout de ses lèvres, Charles Beya fut spontané :

– Je vous l'ai dit : à ses yeux, le général Grégoire Ngimbi est persuadé qu'il est en train de défendre une cause noble. Tel un

kamikaze, il est prêt à se faire hara-kiri plutôt que de se déclarer parjure. C'est un kamikaze, un commando-suicide. Il voudra bien immoler sa vie, il voudra bien consentir ce sacrifice suprême : l'essentiel pour lui est de voir ses petits-enfants et ses arrière-petits-enfants vivre heureux sur ces terres riches en pâturages pour leurs bétails, ces immenses terres sans frontières où ils peuvent voir leurs vaches et leurs taureaux se reproduire infiniment ! N'oublions que c'est un peuple de pasteurs nilotiques sans port d'attache. Le coltan et l'or de la ville de Tembo et ses environs leur importent peu : ils ont tout simplement besoin de ces immenses terres, non seulement pour résoudre le problème de leur démographie galopante, mais aussi et surtout pour offrir du fourrage à leurs bêtes. La vache est presque sacrée chez eux et elle demeure la principale richesse nationale. Le coltan et l'or, c'est pour les politiciens pour leur construire des routes et des hôpitaux. Alors, comprenez, Monsieur le Président de la République, que pour réduire au silence un combattant de l'acabit du général de brigade Grégoire Ngimbi, nous devons provoquer contre lui un accident mortel sans entraîner un seul remous à la surface !

Sans pouvoir contrôler sa réaction, Félicien Tshakwenda sur-sauta comme si un taon venait de le piquer au talon :

– Non, je ne voudrai pas surtout de cette horreur que nous condamnions autrefois avec la dernière énergie. Trouvez mieux, Monsieur l'Administrateur général !

– D'accord, Monsieur le Président de la République, approuva Charles Beya en secouant la tête de haut en bas. Mais le contraindre à la démission, c'est en faire un adversaire farouche. L'exemple de Nzungu Rudeng, l'ancien Administrateur général de la CNR que j'ai remplacé, est là pour nous édifier. L'homme vous traque dans tous vos voyages pour desservir votre cause et vous devrez savoir, Monsieur le Président de la République, que nous évoluons dans un monde où la pitié, le pardon et la bonté n'existent plus !

– Bien entendu, mais nous ne pouvons pas non plus perdre de vue qu'en recourant aux pratiques que nous dénoncions hier, nous